

---

Troisième session, trentième Législature

---

---

Third Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 259**

**Bill No. 259**

Loi de la Société du port ferroviaire de  
Baie-Comeau — Hauterive

An Act respecting the Société du port  
ferroviaire de Baie-Comeau — Hauterive

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. MAILLOUX

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

## Projet de loi n° 259

Loi de la Société du port ferroviaire de  
Baie-Comeau — Hauterive

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION I

#### DÉFINITIONS

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient:

*a)* « ministre »: le ministre des transports;

*b)* « Canadien National »: la compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada ou l'une de ses filiales ferroviaires;

*c)* « société »: la corporation constituée par l'article 2;

*d)* « complexe du port ferroviaire »: un ensemble de systèmes et d'ouvrages qui concourent à assurer la liaison entre un moyen de transport ferroviaire et un moyen de transport maritime; cette expression comprend un débarcadère pour traversier-rail comportant des pilotis, des ducs d'Albe, des quais, des infrastructures, une rampe avec voies ferroviaires de support, des voies d'accès et de débord et une cour ferroviaire comportant des infrastructures ferroviaires et routières, des voies d'accès, voies de débord et des voies de garage.

## Bill No. 259

An Act respecting the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau — Hauterive

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

### DIVISION I

#### DEFINITIONS

**1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the word or expression

*(a)* "Minister" means the Minister of Transport;

*(b)* "Canadian National" means the Canadian National Railways or any of its rail subsidiaries;

*(c)* "company" means the corporation established in section 2;

*(d)* "railport" means an aggregation of systems and works designed to ensure the coupling of rail transport facilities with water transport facilities; such word includes a train-ferry dock, including piles, mooring posts, wharves, substructures, a railway ship-boarding ramp, approach tracks and sidings, and a marshalling yard, including railway and highway substructures, approach tracks, loading sidings and storage sidings.

#### NOTE EXPLICATIVE

*Le projet de loi numéro 259 vise à constituer une corporation sans but lucratif sous le nom de « Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Haute-rive » et à lui confier l'aménagement, l'administration et l'amélioration d'un port ferroviaire à Baie-Comeau.*

#### EPLANATORY NOTE

*The object of Bill No. 259 is to incorporate a non-profit corporation called the "Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Haute-rive", and to entrust such corporation with the setting up, management and improvement of a railport at Baie-Comeau.*

## SECTION II

## CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

**2.** Une corporation sans but lucratif est constituée sous le nom de « Société du port ferroviaire de Baie-Comeau — Haute-rive ».

**3.** La société a son siège social dans la ville de Baie-Comeau. Cependant le conseil d'administration peut se réunir à tout autre endroit.

[[**4.** Les affaires de la société sont administrées par un conseil d'administration de cinq membres qui sont nommés par le ministre, le Canadien national, la ville de Baie-Comeau et la ville de Hauterive de la manière prescrite à l'article 5 et qui sont rémunérés de la manière prescrite à l'article 7. Ces membres sont les administrateurs de la société au sens de la Loi des compagnies.]]

**5.** Le ministre, le Canadien national, la ville de Baie-Comeau et la ville de Hauterive nomment chacun un membre.

Un autre membre est nommé conjointement par la ville de Baie-Comeau et celle de Hauterive.

Tout membre qui n'a pas été nommé conformément aux deux alinéas précédents dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le président est choisi par le conseil d'administration parmi les membres nommés par la ville de Baie-Comeau et la ville de Hauterive ou à défaut, parmi les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**6.** Trois membres du conseil d'administration de la société forment quorum aux séances; toute décision requiert l'assentiment de la majorité des membres présents.

En cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

**7.** Le conseil d'administration, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixe le traitement et, s'il y a lieu,

## DIVISION II

## INCORPORATION OF THE COMPANY

**2.** A non-profit corporation called the "Société du port ferroviaire de Baie-Comeau — Haute-rive" is established.

**3.** The head office of the company shall be in the town of Baie-Comeau. However, the board of directors may sit at any other place.

[[**4.** The affairs of the company shall be administered by a board of five directors. Such directors shall be appointed by the Minister, the Canadian National, the town of Baie-Comeau and the town of Hauterive in the manner prescribed in section 5, and remunerated in the manner prescribed in section 7. They shall be the directors of the company within the meaning of the Companies Act.]]

**5.** The Minister, the Canadian National, the town of Baie-Comeau and the town of Hauterive shall each appoint one director.

Another director shall be appointed jointly by the town of Baie-Comeau and the town of Hauterive.

Any director not appointed in accordance with the first two paragraphs within three months of the coming into force of this act shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

The president shall be chosen by the board of directors from among the directors appointed by the town of Baie-Comeau and the town of Hauterive or, failing such, from among the directors appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

**6.** Three directors shall be a quorum at meetings of the board of directors of the company; every decision shall require the assent of a majority of the directors present.

In case of a tie-vote the president shall have a casting vote.

**7.** The board of directors, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, shall fix the salary and, as the

le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des administrateurs.

**8.** La durée du mandat du président est de cinq ans; celle du mandat des autres administrateurs est de trois ans.

**9.** Chacun des membres du conseil d'administration, y compris le président, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

[[**10.** Lorsqu'un membre du conseil de la ville de Baie-Comeau ou de la ville de Hauterive est nommé au conseil d'administration, il peut percevoir le traitement et, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations et les honoraires alloués aux administrateurs, sans être déchu de son poste au conseil de ville.]]

**11.** Aucun membre du conseil d'administration ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la société.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

**12.** Le conseil d'administration peut, avec l'assentiment de la majorité absolue des membres, destituer un administrateur au cas:

- a) d'incapacité d'agir;
- b) d'absence, sans motif valable aux assemblées du conseil d'administration durant trois séances consécutives;
- c) d'inconduite ou de manquement grave à ses devoirs.

**13.** Lorsqu'un poste devient vacant, à la suite du décès du titulaire, sa démission, sa destitution ou sa déchéance, il est rempli, conformément à l'article 5, par celui qui avait nommé le titulaire du poste vacant. La personne ainsi nommée demeure en fonction pour la durée du terme qui reste à écouler.

À défaut d'une telle nomination dans les trois mois de cette vacance, le lieute-

case may be, the additional salary, allowances or fees of the directors.

**8.** The president's term of office is five years; that of the other directors is three years.

**9.** Every member of the board of directors including the president shall remain in office after his term has expired or until he is replaced or reappointed.

[[**10.** Where a member of the council of the town of Baie-Comeau or of the town of Hauterive is appointed to the board of directors, he may receive the salary and, as the case may be, the additional salary, allowances or fees granted to directors without forfeiture of his office on the town council.]]

**11.** No director shall have, on pain of forfeiture of office, a direct or indirect interest in an undertaking creating a conflict between his personal interest and that of the company.

However, he shall not be removed from office if such an interest devolves to him by succession or gift, provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

**12.** The board of directors may, with the assent of an absolute majority of its members, remove a director from office by reason of:

- (a) his inability to act;
- (b) his failure to attend three consecutive sittings of the board without sufficient reason;
- (c) his misconduct or serious failure of duty.

**13.** If a seat becomes vacant through the death, resignation, dismissal or forfeiture of office of the incumbent, it shall be filled, in accordance with section 5, by the person who appointed the incumbent of the vacant seat. The person so appointed shall remain in office for the remainder of the term.

Failing such an appointment within three months of the date the seat became

nant-gouverneur en conseil procède à la nomination.

**14.** Le gérant général, les officiers et employés requis pour les opérations de la société sont nommés par le conseil d'administration qui, par règlement, détermine leur nombre et établit les barèmes suivant lesquels ils sont rémunérés.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**15.** Le gérant général doit s'occuper exclusivement des devoirs de sa fonction. Il a, en plus des fonctions définies par le conseil d'administration, la responsabilité de la gestion quotidienne.

### SECTION III

#### FONCTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ

**16.** La société est régie par la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).

**17.** La société a pour objets:

*a)* d'aménager, d'administrer et d'améliorer un complexe de port ferroviaire à Baie-Comeau;

*b)* de construire, d'acquérir, d'administrer, d'entretenir et d'améliorer tout bien meuble et immeuble nécessaire à l'aménagement ou à l'amélioration d'un tel complexe.

**18.** La société peut accomplir tout ce qui est nécessaire, accessoire ou favorable à la réalisation de ses objets et notamment:

*a)* contracter des emprunts par billets, obligations, ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions qu'elle juge opportuns;

*b)* acquérir, détenir et aliéner tout bien meuble, immeuble, partie d'immeuble ou droit réel;

*c)* avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou droit réel à Baie-Comeau y compris tout immeuble, partie d'immeu-

vacant, the Lieutenant-Governor in Council shall make the appointment.

**14.** The general manager, the officers and the employees required for the operations of the company shall be appointed by the board of directors which, by by-law, shall determine their number and establish the scales according to which they are to be remunerated.

Such by-laws shall come into force on approval by the Lieutenant-Governor in Council.

**15.** The general manager shall devote his time exclusively to the duties of his office. In addition to the duties defined by the board of directors, he shall be responsible for the day-to-day management.

### DIVISION III

#### OBJECTS AND POWERS OF THE COMPANY

**16.** The company is governed by Part III of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271).

**17.** The objects of the company are:

*(a)* the setting up, management and improvement of a railport at Baie-Comeau;

*(b)* the construction, acquisition, management, maintenance and improvement of all the moveable and immovable property necessary to the setting up or improvement of such railport.

**18.** The company may do anything necessary, accessory or favourable to the attainment of its objects, and may in particular:

*(a)* contract loans secured by notes, bonds or other obligations at such rates of interest and on such other conditions as it considers appropriate;

*(b)* acquire, hold and dispose of any moveable or immovable property, part of an immovable or real right;

*(c)* with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, acquire, by expropriation, any immovable, part of an immovables or real right at Baie-Comeau, including any immovable, part

ble ou droit réel consacré à un usage public ou non susceptible d'expropriation en vertu d'une loi générale ou spéciale.

**19.** La société perçoit tous les revenus provenant de l'exploitation du complexe du port ferroviaire.

Ces revenus doivent être imputés aux frais d'exploitation, aux dépenses d'administration, au paiement des intérêts, au remboursement sur emprunts bancaires, au paiement du service de la dette et aux améliorations.

Tout surplus non affecté aux fins prévues à l'alinéa 2 doit être versé à un fonds de réserve devant être utilisé de la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**20.** Le conseil d'administration peut, par règlement :

a) déterminer l'exercice des pouvoirs de la société, sa régie interne et les fonctions du personnel;

b) établir les modalités d'accès, par terre et par eau, au complexe du port ferroviaire;

c) fixer les taux de péage ou droits pour l'usage du complexe du port ferroviaire ainsi que pour son accès.

**21.** Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ou à toute autre date qu'il détermine.

[[**22.** Le ministre verse à la société, comme souscription, la partie résiduelle nécessaire à l'implantation du complexe du port ferroviaire, jusqu'à concurrence de deux millions de dollars, suite au versement :

a) de cinq cent mille dollars par la ville de Baie-Comeau à titre de souscription;

b) de cinq cent mille dollars par la ville de Hauterive à titre de souscription;

c) d'un million de dollars par le Canadien national à titre de souscription; et

d) d'une subvention de deux millions de dollars par le gouvernement du Canada.

Aucune autre souscription ou contribution ne peut être perçue ni exigée, sauf du consentement de tous les membres de la société.

of an immoveable or real right devoted to public use or exempt from expropriation under a general law or a special act.

**19.** The company shall collect all the revenues deriving from the operation of the railport.

Such revenues must be allocated to operating expenses, administrative expenses, payment of interest, repayment of bank loans, service of the debt, and improvements.

Any surplus not used for the purposes provided for in paragraph 2 must be set aside in a reserve fund for use in the manner prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

**20.** The board of directors may, by by-law:

(a) rule on the exercise of the powers of the company, its internal management and the duties of the personnel;

(b) establish the terms and conditions of access to the railport by land or water;

(c) fix the toll rates or duties for the use of the railport and for access thereto.

**21.** Such by-laws shall come into force on approval by the Lieutenant-Governor in Council or on such later date as he may fix.

[[**22.** The Minister shall pay to the company, as a subscription, the residual amount necessary to the setting up of the railport, up to two million dollars, following the payment of:

(a) five hundred thousand dollars by the town of Baie-Comeau as a subscription;

(b) five hundred thousand dollars by the town of Hauterive as a subscription;

(c) one million dollars by the Canadian National as a subscription; and

(d) a subsidy of two million dollars by the Government of Canada.

No other subscription or contribution shall be collected or required unless every director of the company assents thereto.

La souscription établie au présent article n'est pas remboursable, sous réserve de l'affectation du fonds de réserve qui peut être faite conformément au troisième alinéa de l'article 19.]]

The subscription established in this section is not repayable, subject to the allocation of the reserve fund which may be made in accordance with the third paragraph of section 19.]]

#### SECTION IV

##### DIVERS

**23.** L'année financière de la société se termine le 31 décembre de chaque année.

**24.** La société doit, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, faire à la ville de Baie-Comeau, à la ville de Hauterive, au Canadien national et au ministre un rapport de ses activités pour l'année précédente.

Elle doit de plus, avant le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année, leur soumettre un budget prévisionnel pour l'année à venir.

**25.** Les comptes de la société sont vérifiés chaque année par le vérificateur général du Québec et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

**26.** L'article 10 de la Loi du ministère des transports (1972, chapitre 54) s'applique *mutatis mutandis* aux ententes conclues en vertu de la présente loi.

**27.** La ville de Baie-Comeau ou la ville de Hauterive peut, par règlement, emprunter par voie de billets ou d'émission d'obligations la somme nécessaire au paiement de sa souscription ou d'une partie de cette somme.

Un tel règlement ne requiert que l'approbation de la Commission municipale du Québec.

**28.** La ville de Baie-Comeau ou la ville de Hauterive peut, à même son fonds de roulement, prêter à la société les sommes nécessaires à l'exploitation du complexe du port ferroviaire.

Ces prêts sont régis par l'article 604 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

#### DIVISION IV

##### MISCELLANEOUS

**23.** The fiscal year of the company ends each year on 31 December.

**24.** Not later than 1 March each year, the company must submit a report of its activities for the previous fiscal year to the town of Baie-Comeau, the town of Hauterive, the Canadian National and to the Minister.

The company must, in addition, submit its budget estimates for the coming year to them before 1 November each year.

**25.** The accounts of the company shall be examined by the Auditor General of Québec each year and also whenever ordered by the Lieutenant-Governor in Council.

**26.** Section 10 of the Transport Act (1972, chapter 54) applies *mutatis mutandis* to the agreements made by virtue of this act.

**27.** The town of Baie-Comeau or the town of Hauterive may by by-law borrow, by way of promissory notes or an issue of bonds, the sum necessary for the payment of its subscription or a part thereof.

Such by-law shall require only the approval of the Québec Municipal Commission.

**28.** The town of Baie-Comeau or the town of Hauterive may lend sums out of its working fund to the company necessary for the operation of the railport.

Such loans shall be governed by section 604 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).



## SECTION V

## DISPOSITIONS FINALES

**29.** La société peut, avec l'autorisation de la ville de Baie-Comeau, de la ville de Hauterive et du ministre, prêter, louer, vendre ou autrement aliéner son actif et son passif ou une partie de son actif à une commission de port ou à tout organisme public constitué en vertu d'une loi du Parlement du Canada pour la gestion portuaire.

**30.** Dans le cas d'aliénation totale des actifs de la société, le Canadien national peut, nonobstant l'article 22, recevoir de l'acquéreur le remboursement de sa souscription.

**31.** Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

**32.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## DIVISION V

## FINAL PROVISIONS

**29.** The company, with the authorization of the town of Baie-Comeau, the town of Hauterive and the Minister, may lend, lease, sell or otherwise dispose of its assets and liabilities or part of its assets to a harbour commission or any public body constituted for harbour management by virtue of an act of the Parliament of Canada.

**30.** In the case of the disposition of all the assets of the company, the Canadian National may, notwithstanding section 22, receive the repayment of its subscription from the acquiring party.

**31.** The Minister is entrusted with the application of this act.

**32.** This act shall come into force on the day of its sanction.